

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 VALENCE

Valence, le 07/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

Société ETEX FRANCE BUILDING PERFORAN

Z.I Les Blaches
170, rue de l'Industrie
26270 LOROL-SUR-DRÔME

Référence : 20221102-RAP-DAEN0904
Code AIOT : 0006102595

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/10/2022 dans l'établissement ETEX FRANCE BUILDING PERFORAN implanté Z.I Les Blaches 170, rue de l'Industrie 26270 LOROL-SUR-DRÔME. L'inspection a été annoncée le 13/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été effectuée dans le cadre de l'action régionale « Protection contre la foudre et installations électriques ». L'ensemble des prescriptions prévues a été inspecté. Cette visite s'inscrit dans la continuité de la précédente inspection réalisée sur le thème relatif au risque foudre le 06/05/2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETEX FRANCE BUILDING PERFORAN
- Z.I Les Blaches – 170, rue de l'Industrie 26270 LOROL-SUR-DRÔME
- Code AIOT : 0006102595
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

Le site ETEX de Loriol-sur-Drôme fabrique, stocke, met en œuvre et conditionne du polystyrène expansé pour le bâtiment (construction et isolation thermique et acoustique). Ce site est soumis à

autorisation au titre des rubriques 2661 (transformation de polymères) et 2662 (stockage de polymères).

Le site est composé de deux usines :

- une usine "basse" où sont effectués l'expansion de billes de polystyrène et le moulage du polystyrène ;
- une usine "haute" où sont réalisés le stockage de bloc de polystyrène, la découpe et le collage du polystyrène avec des plaques de plâtre.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Protection contre la foudre
- Contrôle des installations électriques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Vérification visuelle annuelle par un organisme compétent.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet
4	Dispositifs de protection : vérification complète	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Installation des dispositifs de protection	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20	/	Sans objet
2	Installations des protections : Vérification complète	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet
5	Agressions par la foudre : enregistrement	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet
6	Agressions par la foudre : remise en état	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet
7	Analyse Risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	/	Sans objet
8	Évaluation des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	/	Sans objet
9	Niveaux de protection nécessaires	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	/	Sans objet
10	ARF : mise à jour	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Étude technique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	/	Sans objet
12	Notice de vérification	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	/	Sans objet
13	Carnet de bord	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	/	Sans objet
14	Vérification périodique des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 10/12/1996, article 1.6.3.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A la suite de l'inspection précédente sur le thème du risque foudre du 06/05/2021, l'exploitant a réalisé mi 2021 une nouvelle analyse du risque foudre ainsi qu'une nouvelle étude technique foudre.

Il a depuis lancé des actions afin de compléter les dispositifs de protection déjà présents sur le site. Toutefois, l'exploitant devra s'assurer de l'adéquation du bon de commande en cours avec les conclusions de l'étude technique foudre. L'installation de ces dispositifs devra être finalisée au plus tard le 30/06/2023, soit 2 ans après l'analyse du risque foudre. Une visite de vérification complète devra être réalisée sur l'ensemble des dispositifs de protection (dispositifs récents et historiques) avant le 31/12/2023.

Par ailleurs, les dispositifs historiquement en place ne font plus l'objet de vérifications visuelles annuelles et de vérifications complètes bisannuelles. Ces vérifications régulières devront être reprogrammées à la suite de l'installation de l'ensemble des dispositifs de protection.

Le carnet de bord, ainsi que la notice de vérification et de maintenance existent mais l'exploitant doit s'approprier ces documents.

Enfin, l'exploitant mettra à jour la consigne « protection contre la foudre » du 03/01/2012 en précisant quelle vérification doit être effectuée et son délai associé (vérification visuelle sous un mois), ainsi que le délai de réalisation des éventuelles remises en état (un mois).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installation des dispositifs de protection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre optionnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations autorisées à partir du 24 août 2008, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.
Constats : L'installation des dispositifs de protection n'a pas encore été réalisée. Un bon de commande a été signé. L'exploitant s'assurera de l'adéquation du bon de commande avec les conclusions de l'étude technique foudre, notamment concernant les équipements relatifs au courant faible et aux réseaux de canalisations métalliques (gaz et spinklage). L'installation de l'ensemble de ces dispositifs devra être finalisée au plus tard le 30/06/2023, soit 2 ans après l'analyse du risque foudre, conformément à la réglementation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Installations des protections : Vérification complète

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.
Constats : L'installation des dispositifs de protection n'a pas encore été réalisée. Un bon de commande a été signé. L'exploitant réalisera ce contrôle initial dans un délai maximal de 6 mois à compter de son installation, et au plus tard avant fin 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Vérification visuelle annuelle par un organisme compétent.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.
Constats : L'installation des dispositifs de protection, recommandés par la mise à jour de l'étude technique foudre du 01/07/2021, n'a pas encore été réalisée. Toutefois, des dispositifs sont historiquement en place, mais aucune vérification visuelle annuelle n'est réalisée sur ces derniers. Après la finalisation de l'installation des dispositifs de protection au plus tard le 01/07/2023, et à la suite de la vérification complète de l'ensemble des dispositifs de protection (dispositifs récents et historiques) qui sera réalisée au plus tard le 31/12/2023, l'exploitant réalisera de manière annuelle une vérification visuelle de cet ensemble.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Dispositifs de protection : vérification complète

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.
Constats : L'installation des dispositifs de protection, recommandés par la mise à jour de l'étude technique foudre du 01/07/2021, n'a pas encore été réalisée. Toutefois, des dispositifs sont historiquement en place, mais aucune vérification complète bisannuelle n'est réalisée sur ces derniers. Après la finalisation de l'installation des dispositifs de protection au plus tard le 01/07/2023, et dans les 6 mois qui suivent, l'exploitant réalisera une vérification complète de l'ensemble des dispositifs de protection (dispositifs récents et historiques). L'exploitant réalisera ensuite de manière bisannuelle une vérification complète de cet ensemble.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Agressions par la foudre : enregistrement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.
Constats : La démarche à suivre en cas d'orage est décrite dans la consigne "Protection contre la foudre" du 03/01/2012. Après chaque orage, un relevé des compteurs d'impact est effectué, et en cas d'impact, la consigne prévoit une vérification des installations. Aucun impact n'a été relevé depuis octobre 2015. L'exploitant mettra à jour la consigne « protection contre la foudre » du 03/01/2012 en précisant quelle vérification doit être effectuée et son délai associé (vérification visuelle sous un mois), ainsi que le délai de réalisation des éventuelles remises en état (un mois). Il est à préciser qu'une fréquence mensuelle pour le relevé des compteurs foudre permet de s'affranchir de tout oubli d'impact foudre et permet donc de respecter le délai de réalisation de l'inspection visuelle et le délai de remise en état.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Agressions par la foudre : remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.
Constats : Aucune remise en état n'a été nécessaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Analyse Risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre optionnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.
Constats : Une première analyse du risque foudre a été réalisée en 2009. Une nouvelle analyse du risque foudre a été menée le 01/07/2021 par un organisme compétent.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Évaluation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre optionnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées.
Constats : L'analyse risque foudre du 01/07/2021 a été menée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Niveaux de protection nécessaires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre optionnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.
Constats : L'analyse risque foudre du 01/07/2021 définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : ARF : mise à jour

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre optionnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.
Constats : L'étude de dangers du site date de 1996. Il y a eu depuis quelques modifications du site (modification au niveau du silo de stockage des billes de pentane, cuve fioul remplacée par une installation GPL). Une première analyse du risque foudre a été réalisée en 2009. Une nouvelle analyse du risque foudre a été menée le 01/07/2021 prenant en compte ces dernières modifications.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Étude technique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre optionnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.
Constats : Une première étude technique foudre a été réalisée en 2011. Une nouvelle étude technique foudre a été menée le 27/09/2021 par un organisme compétent. Une version 2 a été élaborée le 26/08/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Notice de vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre optionnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.
Constats : Une notice de vérification et de maintenance existe. Elle est datée du 13/09/2021 et a été rédigée par l'organisme compétent au moment de la réalisation de l'étude technique foudre. Cependant, l'exploitant ne s'est pas approprié cette notice. L'exploitant devra, sous 3 mois, s'approprier la notice de vérification et de maintenance relative au risque foudre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Carnet de bord

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre optionnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.
Constats : Un carnet de bord existe. Il est daté du 13/09/2021 et a été rédigé par l'organisme compétent au moment de la réalisation de l'étude technique foudre. Cependant, l'exploitant ne s'est pas approprié ce carnet. L'exploitant devra, sous 3 mois, s'approprier le carnet de bord relatif au risque foudre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Vérification périodique des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/1996, article 1.6.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le matériel électrique et les moyens de secours contre l'incendie feront l'objet de vérifications périodiques. Il conviendra en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement permanent de tous les organes nécessaires à la mise en oeuvre des dispositifs de sécurité.
Constats : Le dernier contrôle Q18 du 24/09/2021 a mis en évidence 5 non-conformités toutes traitées au jour de la visite. Ce contrôle a également mis en évidence 70 observations, dont 41 étaient levées au jour de la visite. Pour la trentaine d'observations restantes (hors champ de contrôle du Q18), l'exploitant devra définir et mettre en oeuvre avant fin 2022 un plan d'action visant à solder l'ensemble de ces observations. Le prochain contrôle Q18 est prévu le 15/11/2022. Le dernier contrôle Q19 (contrôle par thermographie des installations électriques) du 15/07/2021 a mis en évidence 3 anomalies traitées durant l'arrêt technique en août 2021. L'exploitant veillera à améliorer la justification du retour à la normale suite au traitement des non-conformités relevées (photos par caméra thermique par exemple). Le prochain contrôle Q19 est prévu le 05/12/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet